

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2025

La priorité doit être mise sur la création de valeur et les revenus

*Exposé de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans
(le discours prononcé fait foi)*

Pour conclure, j'aimerais revenir sur l'essentiel : la situation des revenus. Dans ce contexte, la Confédération préfère communiquer le revenu agricole par exploitation. C'est problématique, car une exploitation emploie généralement plus d'un travailleur et devient en moyenne de plus en plus grande. Le bon critère de comparaison est le revenu par unité de main-d'œuvre familiale. Cette valeur est alors également comparable à celle des personnes salariées. Depuis quelque temps, le revenu des ménages est lui aussi publié, or il inclut les gains réalisés en dehors de l'agriculture. Le fait que de plus en plus d'exploitations dépendent d'un emploi extra-agricole est apparemment accepté comme une voie praticable.

En 2023, le revenu d'une unité de main-d'œuvre familiale a diminué pour la deuxième année consécutive. La croissance constante des années précédentes n'a permis qu'à un très faible nombre d'exploitations d'atteindre le revenu de référence de leur région. Et c'est là que je vois le plus gros problème : dans l'agriculture suisse, nous avons une mauvaise durabilité économique et donc sociale. Multipliez donc 17 francs de salaire horaire par les 174 heures moyennes par mois. Le résultat est un salaire mensuel d'à peine 3000 francs pour un engagement à plein temps. Les exploitations agricoles survivent grâce à un taux de travail mensuel beaucoup plus élevé, à des membres de la famille non rémunérés comme la génération précédente, les frères et sœurs et autres auxiliaires qui apportent leur soutien lors des pics de travail, à un logement bon marché, mais aussi à une grande modestie en ce qui concerne le mode de vie.

Dans le cas de l'exploitation Schürch, vous aurez également constaté les fluctuations de revenus. Dans la production végétale en particulier, la dépendance vis-à-vis de la météo est grande. Les années humides comme 2024 entraînent de mauvais rendements et de nombreuses maladies fongiques. Les prix ne couvrent pas ces risques. Si nous voulons renforcer la production végétale, de meilleurs prix à la production sont une nécessité absolue. De manière générale, des prix rémunérateurs pour nos produits sont essentiels pour une meilleure rentabilité.

Sur le plan politique, j'ai surtout du mal à accepter que l'on exige toujours plus de nous, les familles paysannes, et que l'on veuille en même temps réduire les moyens financiers, qui sont les mêmes depuis plus de 20 ans. Le Conseil fédéral revient année après année avec des propositions d'économies. Si je regarde vers l'avenir, je vois en outre deux défis. En 2025, la politique agricole 2030 sera élaborée. Dans ce contexte, nous avons trois demandes. Premièrement, la durabilité économique et donc les revenus doivent être au centre des préoccupations. Deuxièmement, la durabilité économique n'est pas seulement une mission de l'agriculture, elle ne doit pas reposer uniquement sur la fourche : le projet du Parlement est d'intégrer l'ensemble de la chaîne de création de valeur au processus, jusqu'à la fourchette. Nous attendons que ce projet soit mis en œuvre. Notre troisième demande est la réduction conséquente de la charge administrative, qui s'est transformée en un gigantesque bourbier.

À court terme, la votation sur l'initiative pour la responsabilité environnementale aura lieu le 9 février. Celle-ci va dans la mauvaise direction à tous les égards mentionnés. Elle bouleverserait l'agriculture suisse sur le plan écologique, mais ne changerait rien à la consommation. Des importations viendraient simplement remplir les lacunes. L'impact sur la rentabilité serait tel que je vois l'agriculture indigène remise en question.

Schweizer Bauernverband
Union Suisse des Paysans
Unione Svizzera dei Contadini



La durabilité se compose de trois piliers : l'écologie, l'économie et le social. Sur le plan écologique, nous sommes sur la bonne voie. Néanmoins, ce n'est pas le cas sur les plans économique et social. Un jour, il n'y aura plus personne prêt à travailler presque jour et nuit, avec peu de vacances, pour 17 francs de l'heure. Nous nous trouvons à un moment charnière, où l'avenir de nos exploitations agricoles familiales traditionnelles est des plus incertains.